
[Covid-19 : les responsables devront payer !](#)

Le 05-11-2020

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Par Jean-Michel Toulouse, Secrétaire national en charge du Programme du Parti de la démondialisation

Le nombre de décès ne décroît pas de manière significative. Les services hospitaliers sont saturés, dans l'incapacité de prendre en charge le flux des patients gravement atteints, faute de lits, de matériel, de fournitures basiques tels les masques, les gants, les sur-blouses, et même de médicaments !

Mais qui est responsable de cette situation catastrophique impensable en France, pays longtemps reconnu pour son système de santé exemplaire ?

Pourtant il n'y a pas de fatalité : cette situation résulte des politiques néolibérales mises en œuvre par le pouvoir macronien et ses prédécesseurs tout autant que par l'Union européenne, visant à détruire l'hôpital public et les industries françaises de santé !

Les hôpitaux manquent de tout : masques, gants, gels hydro-alcooliques, respirateurs, médicaments, tenues stériles en non-tissé, appareillages divers pour les soins d'urgence... Le pouvoir macronien ne parvient plus à empêcher le questionnement des Français. Tous cherchent désormais à obtenir des réponses. Les questions fusent. Pourquoi « n'a-t-on pas vu venir » cette pandémie du Covid-19 ? Pourquoi n'y-a-t-il pas de masques ? Pourquoi ne fait-on pas de tests systématiques ? Pourquoi n'y-a-t-il pas assez de respirateurs dans nos hôpitaux ? Pourquoi manque-t-on de lits et de personnels soignants ? Pourquoi le gel hydro-alcoolique est-il rationné ? Pourquoi ne tente-t-on pas le traitement au plaquénil (Hydroxychloroquine) ?

Malgré l'arrogance de Philippe qui prétend nous interdire de nous poser ces questions avec la complicité active des médias soumis qui rabâchent les éléments de langage fournies par le gouvernement, les réponses existent :

1 - Le pouvoir n'a pris conscience de la gravité de la situation que tardivement car il méprisait l'expérience chinoise, malgré tous les avertissements de certains infectiologues depuis plusieurs semaines et ceux de l'OMS. La Chine était loin et Madame Buzyn disait qu'elle « *ne croyait pas* » à l'arrivée du virus en Europe...

2 - Philippe et ses ministres, relayés par Madame Ndiaye, porte-parole du gouvernement, déclarait avec aplomb que les masques ne servaient à rien. Pourquoi donc ? Nous l'apprendrons plus tard : le milliard de masques stockés jusqu'en 2011 a mystérieusement disparu, notre pays se retrouvait désarmé devant le virus ! Il était donc préférable pour le pouvoir de mentir plutôt que d'admettre sa faillite !

3 - Le « conseil scientifique », qui s'est vite révélé l'alibi idéologique de l'incapacité gouvernementale, a prétendu qu'il n'était pas utile de généraliser les tests comme en Corée du Sud ou à Singapour, ou même en Chine dans la région de Wuhan. La raison, on l'a apprise un peu après : la France est incapable de les produire et dépend de l'étranger pour ces tests ! D'ailleurs sans masques pas de tests !

4 - Nos services de réanimation manquent de respirateurs. La réponse tardive de Macron fut une indécente comédie : une visite sur les ruines de l'industrie française, nous faisant miroiter la « création d'un consortium » industriel, lui qui ne cesse d'œuvrer pour détruire les industries françaises ! Qui peut croire à ses déclarations ? En réalité les respirateurs arriveront après « la guerre » ! Car l'étranger réserve ses appareils à sa propre population ! Que fait l'Union européenne dans ces circonstances gravissimes ? Elle débloque 750 milliards d'euros aux banques privées qui pourront les prêter - avec intérêts - aux Etats !

5 - Où sont passées nos industries de santé ? Toutes délocalisées en Asie ou ailleurs pour rentabiliser le capital, économiser sur les salaires et accroître les profits et le *cash* !

6 - Philippe et Macron ont systématiquement poursuivi les politiques ultra-libérales en détruisant des milliers de lits (80 000 lits supprimés depuis 1995) et des services entiers, en créant les GHT (Groupements hospitaliers de territoire), qui réservent les équipements et services de pointe à quelques centres hospitaliers « leaders » ! Combien d'établissements et de services fermés ou reconvertis en moyens et longs séjours sous-équipés? Combien de SAU (Service d'Accueil des Urgences) transformés en unités de simple garde fermant à 22 h ?

7 - La suppression et le redéploiement de postes de médecins, infirmières, aides-soignants ont vidé les services stratégiques des hôpitaux. Au nom de la privatisation de la gestion, du « new public management », du « lean management » et autre escroquerie néolibérale. Aujourd'hui le pouvoir macronien veut « héroïser » le personnel soignant alors qu'il œuvre depuis trois ans à sa réduction, continue à bloquer le point indiciaire de la Fonction publique hospitalière, restant sourd et aveugle aux mouvements de grève et aux cris d'alerte lancés depuis des mois par tous les personnels hospitaliers ! Quelle indécence de l'entendre pleurer aujourd'hui sur leur sort !

8 - Enfin, où est passée l'industrie de santé française si florissante dans les années 1980 ? Disparue, évaporée à cause des dogmes du capitalisme néolibéral et son seul souci d'accroître la « valeur actionnariale » par la délocalisation de la production ! Ce qui fait que notre pays respire avec les poumons des autres, ce qui explique les milliers de morts par asphyxie et pneumonies dans les services de réanimation dues au Covid-19 dans nos établissements, faute d'équipements appropriés et qui oblige maintenant -scandale suprême - les médecins à faire des choix parmi les malades qu'il faut sauver et les autres !

Voilà l'explication des milliers de morts et de l'hécatombe qui a commencé à se produire dans les EHPAD sur tout le territoire et pas seulement - hélas - dans le Grand Est ! Les premiers chiffres de résidents décédés du Covid-19 : plus de 2 700 à ce jour sur une population de 720 000 en EHPAD attestent du caractère criminel des politiques menées depuis ces dernières années au nom de la réduction de la dette publique.

Alors, Messieurs Macron, Philippe, Véran, c'est NON à votre incantation hypocrite d'une « union nationale » ! Rien ne justifie que le peuple s'unisse avec des incapables, des cyniques et des fondés de pouvoir du capital qui n'ont qu'un seul objectif : gaver les multinationales, comme vient de le montrer encore une fois, avec le plus total cynisme froid, le dernier « rapport » de la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations), qui ne trouve rien de mieux dans son plan pour l'hôpital public que de proposer la resucée des PPP (partenariat public-privé) aux magnats du BTP et de la pharmacie et des « contrats » détournant l'argent public vers des ESPIC (Etablissements de santé privés d'intérêt collectif) au lieu de décréter un plan d'urgence pour l'hôpital public et les EHPAD publics ! Non le pouvoir ne parviendra pas à faire diversion avec son « hôpital numérique » !

L'urgence c'est maintenant ! La rupture avec ce système repose sur la capacité des citoyens à ne plus laisser faire la classe dominante !

Plus que jamais, le peuple français doit se mobiliser et préparer pendant cette période de « confinement » à mettre dehors cette équipe de dilettantes inféodée au capital. Ces gens, indignes de la France, de la République, ne relèveraient-ils pas, pour le Président de la République, des articles 68 et 68.1 de la Constitution c'est-à-dire sa comparution devant la Haute Cour pour « *manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat* » ! Ne relèveraient-ils pas, pour les membres du Gouvernement, de la Cour de justice de la République pour non assistance à personnes en danger, mise en danger d'autrui et crime pour négligence en bande organisée (articles 221.6 et 132-71 du code pénal) ?

Ensuite il ne pourra être question de laisser le capital, ses multinationales, ses milliardaires, l'Union européenne, l'OMC, etc., revenir au « *business as usual* » comme si rien ne s'était passé.

Les mesures d'urgences à prendre sont simples pour la santé. Ce sont la satisfaction des revendications des personnels foulées au pied par ce pouvoir : réouvrir les lits supprimés, recréer les postes liquidés et les accroître dans les services stratégiques de l'hôpital, revaloriser les salaires et le point d'indice de la Fonction

publique, supprimer le financement bancaire des investissements et redonner sa place à la Sécurité Sociale, démocratiser les instances de l'hôpital (Conseil d'administration, Commission médicale d'Établissement, Comité technique et Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) supprimés pour ces deux derniers par les lois Macron de 2017 et 2019).

A quoi il faut rajouter la nationalisation des industries pharmaceutiques, des industries de santé (radiologie, matériels de bloc opératoire et de laboratoire), des banques, des assurances.

Cela ne peut être mis en œuvre qu'avec la sortie unilatérale de l'Union européenne et de l'euro. Notre avenir passera par la démondialisation !

Non M. Macron ! Pas « d'union nationale » avec vous qui n'êtes que le fondé de pouvoir des multinationales et des banques ! Mais UNION des classes populaires CONTRE l'oligarchie sans scrupules qui sacrifie la vie des gens. Et désormais, chacun a bien compris qu'il ne s'agit pas de mots grandiloquents mais de faits avérés.

Pour approfondir :

<https://www.pardem.org/actualite/1010-epuisement-de-l-hopital-public-retraite-a-points-meme-logique-meme-combat-2>

<https://www.pardem.org/le-parti/universites-d-automne/universites-d-automne-2018/982-hopital-securite-sociale-al-heue-des-contre-reformes>

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire